



déclaration CTSD 33 du 06/09/13

Monsieur le Directeur Académique,

Ce CTSD est réuni aujourd'hui sur les ajustements de rentrée dans le 1^{er} degré.

C'est la première rentrée préparée par ce gouvernement. C'est la rentrée de l'apaisement après 5 années de sarkozysme.

Elle se fait dans un contexte budgétaire difficile mais où l'Education reste bien la priorité du gouvernement. Pour la Gironde, le retard était tel que les moyens qui vous restent permettront à peine de faire face à la poussée démographique de notre département. L'UNSA Education réaffirme ici la nécessité d'un plan de rattrapage pour la Gironde.

L'année qui s'est écoulée a clairement marqué une rupture avec les pratiques antérieures sur la conception du système éducatif.

C'est tangible, évidemment dans la loi et sur les multiples chantiers qui sont ouverts et qui montrent une réelle volonté réformatrice. Vous le savez, monsieur le Directeur Académique, nous avons soutenu la loi, car même si elle est incomplète elle marque des orientations avec lesquelles nous sommes d'accord, c'est bien sûr le cas de la formation initiale, de la priorité au primaire.

Et chacun le sait. Tout ne se règle pas par la loi. La question des pratiques pédagogiques est posée...rendre ou donner aux professeurs la liberté d'agir, d'innover doit aller de pair avec ces réformes. Nous devons **entrer dans un cycle de la confiance de l'institution envers les enseignants...**

Rupture également sur la conception du dialogue social. Vous le savez pour les réformistes que nous sommes à l'UNSA Education, la question du dialogue social est fondamentale.

C'est pour nous la clé du progrès et des évolutions dans une société démocratique moderne. Si durant le quinquennat précédent, il a été fortement limité, force est de constater que la méthode a pour le moins évolué et si des progrès sont encore à faire, nous sommes aujourd'hui largement consultés en amont sur les sujets majeurs et l'élaboration des textes.

De son côté, il est à noter que le ministre aura personnellement rencontré les organisations syndicales plus en un an que ces deux prédécesseurs lors du quinquennat précédent. Là encore, c'est pour nous un signe important. Le ministre se situe sur une ligne de responsabilité des organisations syndicales et non sur une conception de défiance, voire d'opposition frontale...même si bien sur des désaccords existent.

Cette conception, nous la retrouvons au niveau local. Vous nous aviez indiqué, monsieur le Directeur Académique, alors que nous vous sollicitons sur des améliorations de fonctionnement de ce CTSD que nous pourrions en débattre en début d'année après que vous ayez pris la mesure du département et de ses modalités de fonctionnement. Nous vous sollicitons donc à nouveau, aujourd'hui, pour organiser ce débat.

Pour l'UNSA Education, il y avait urgence à faire évoluer un système éducatif injuste socialement et inefficace éducativement pour nos élèves en difficulté.

Les quelques sujets majeurs qui vont marquer le renouveau de l'école sont la question

> des rythmes à l'école primaire

> celle de la formation des enseignants

> de la priorité au primaire (plus de maitres que de classe/scolarisation des 2 ans)

> les nouveaux cycles et particulièrement le cycle à cheval « école-collège » et le conseil pédagogique qui viennent consolider le socle commun

Concernant la réforme des rythmes scolaires à l'école primaire, elle entre en application de façon progressive en cette rentrée 2013.

Le quotidien de l'école bouge et chaque acteur va devoir prendre ses repères, sans compter les ajustements nécessaires, plus ou moins rapides. Bien que cela ne relève pas directement de leur champ, les directeurs d'école seront en première ligne pour répondre, rassurer, proposer des adaptations. C'est une nouvelle pression sur des professionnels qui expriment de longue date leur épuisement et attendent des améliorations rapides quant à leurs conditions de travail. Le Ministère doit l'entendre.

Très vite, avant que les élections municipales ne paralysent les collectivités, les communes qui ne sont pas entrées dans la réforme vont devoir arrêter leur organisation pour la rentrée 2014.

L'UNSA Education attend du comité de suivi qu'il puisse dégager un éventail de propositions-types d'organisation de la semaine ainsi qu'un éventail des questions, problématiques récurrentes et leurs solutions éventuelles afin d'aider les conseils d'école, les équipes enseignantes dans la construction de leurs projets.

Concernant la formation des enseignants, les Espé (Ecoles supérieures du professorat et de l'éducation) voient le jour.

Pour leur première année de fonctionnement, elles devront :

- assurer la transition entre deux modes de recrutement.
- délivrer une formation professionnelle de haut niveau aux enseignants et personnels d'éducation.

Construites rapidement sur les décombres des ex-IUFM pour être opérationnelles dès cette rentrée, les Espé, au cours de cette année scolaire, devront se déployer au-delà de la formation initiale des futurs enseignants pour devenir le lieu de recherche, de ressources et de formation de toute une profession qui souhaite faire évoluer sa pratique

du métier voire le diversifier avec de nouvelles compétences telles que directeur d'école, formateur, fonctions d'encadrement.

L'UNSA Education attend beaucoup des Espé, pour les futurs enseignants comme pour ceux qui sont actuellement en fonction. Pour l'UNSA Education, enseigner est un métier qui s'apprend.

Concernant la priorité au primaire, l'UNSA Education se félicite de la prise de conscience de l'abandon du primaire dans les politiques éducatives des 20 dernières années. Cependant, on avance timidement pour le moment que ce soit sur le + de maîtres que de classes ou la scolarisation des 2 ans dans les secteurs sensibles. Il va falloir accélérer le processus...

Concernant la mise en place des cycles, là encore, la formation initiale et continue vont s'avérer primordiaux si l'on ne veut pas que cela reste lettre morte :

- Formation aux pratiques pédagogiques spécifiques de la maternelle pour faire vivre ce cycle à part entière
- Réécriture des programmes de l'école primaire avec, pour l'UNSA Education, une démarche participative approfondie des enseignants qui s'impose au cours de l'année scolaire à venir.
- Aide à la mise en œuvre des conseils école-collège, nouvelle instance collaborative. Disposer de moyens de fonctionnement (frais de déplacement, prise en compte des heures de réunion) et s'appuyer sur des objets de travail pédagogique communs aux 2 niveaux d'enseignement seront sans doute les clés du succès.
- Remise à plat des grilles horaires et des contenus du nouveau collège
- Education prioritaire renforcée : nous attendons d'un gouvernement qui fait de la lutte contre les inégalités sa priorité politique qu'il se donne les moyens d'une politique d'éducation prioritaire ambitieuse. Celle-ci ne peut simplement passer par un redéploiement de l'enveloppe actuelle, même si la révision de la carte et la simplification des dispositifs sont nécessaires. Un abondement des moyens est indispensable pour que cette politique ait un impact réel. Le renforcement du travail en équipe et en réseaux est une piste pour l'UNSA Education, la formation continue et du temps libéré pour le travail en équipe s'imposent dans les réseaux les plus sinistrés.

Associer les personnels aux évolutions, passe par des discussions sur les métiers et les parcours professionnels : l'UNSA Education se félicite que cette concertation puisse voir le jour. Les métiers ont évolué, les pratiques professionnelles ont changé, il est donc nécessaire d'en tenir compte et d'ajuster les missions aux réalités actuelles. Les attentes sont fortes du côté des personnels. Il s'agira d'y répondre.

- Les enseignants doivent être associés à cette réflexion. Le temps de l'injonction est dépassé. Ils demandent respect et reconnaissance. Ils doivent pouvoir l'exprimer.
- Ces changements, si changements il y a, doivent se traduire de façon positive pour les personnels. Ils doivent être vécus comme un progrès, une amélioration des conditions de travail et un signe de confiance à leur égard. Rien ne se fera contre eux, rien ne sera possible sans eux. C'est la condition d'une refondation réussie.

Pour terminer, je souhaiterais insister, Monsieur le Directeur académique, sur la nécessité de renforcer les services départementaux et, tout particulièrement la DRH dont les missions se diversifient, s'alourdissent alors que ses effectifs ont diminué, ce qui a entraîné de nombreux dysfonctionnements à cette rentrée.

Pour l'UNSA-Education
Evelyne Faugerolle
Céline Gravellier

*l'éducation,
notre terrain d'action*

